

COMMUNIQUE DE PRESSE

« Banque Publique de Développement : Vos bénéficiaires en commun mais la misère pour les Communautés. »

Aujourd'hui 18 Octobre 2022 s'ouvre ici à Abidjan le 3^e Forum des Banques Publique de Développement dénommé "*Finance en Commun*" ou en anglais "*Finance in commun*". Déjà lors de la précédente Edition qui s'est tenue l'année dernière à Rome (2021), plusieurs Organisations de la Société Civile et des Mouvements sociaux significatifs avaient signé une Déclaration qui dénonçait le rôle destructeur de ces Institutions publiques.

Cette interpellation qui faisait suite à une précédente produite en 2020 a été ignorée et ces banques continuent de poursuivre leur chemin en prétextant qu'elles font du développement.

Pourtant du Liberia au Gabon, en passant par la RDC jusqu'à la Cote d'Ivoire, les cas d'abus des droits humains et de corruption sont légion.

Ces banques publiques de développement se font complices des multinationales qui accaparent les terres des paysans comme on le voit dans le cas de l'entreprise FERONIA en République Démocratique du Congo.

La finance en Commun n'est que chagrin en commun pour les Communautés de plus en plus nombreuses à subir les impacts négatifs de ces Banques. Aujourd'hui ces banques de développement deviennent de plus en plus des banques de destruction sociale.

A peine quelques jours en arrières, la SFI qui est la branche de la Banque Mondiale dédiée au secteur privée était interpellée concernant un Prêt de 200 millions de dollars au géant de l'Agro-Industrie Louis Dreyfus. Ce financement a pour conséquences des accaparements de terre sur plusieurs milliers d'hectares à différentes communautés.

Depuis plusieurs mois nos travaux de recherches et d'analyses en collaboration avec nos partenaires internationaux dans plusieurs villes et régions de la Cote d'Ivoire et d'Afrique autour des questions en lien avec la COVID 19, les énergies fossiles, les infrastructures, l'agriculture ont aussi démontrés comment les banques de développement sont aussi impliquées dans des déguerpissements et aussi démontrés des inquiétudes quant au Consentement Libre Informé et Préalable (CLIP) des communautés avant tous projets à mettre en œuvre.

Des Communautés n'ont pas bénéficié de l'accompagnement nécessaire de structures adéquates afin d'avoir toutes les informations pertinentes et appropriées, pour une décision en toute connaissance de cause.

Le droit de "*Dire Non*" face à des projets qui les impactent négativement n'a pas été respecté !

A Jacquerville, précisément dans le Village de Taboth où la BAD finance ce projet de Centrale Thermique d'Atinkou, de nombreux paysans ont perdu leurs terres pour des dédommagements insignifiants, d'autres qui sont des Communautés de pêcheurs n'ont plus accès au fleuve pour exercer leurs activités. C'est présentement la désolation dans ces Villages.

Pour NAHOUNOU Daleba, Chargé de la Justice Sociale à JVE Cote d'Ivoire « Il y'a quelques jours la BAD a invité à son Forum des OSC, de nombreux participants. Nous aurions souhaité qu'elle invite les Communautés de Taboth et des autres villages de Jacquerville qui attendent toujours en vain certaines promesses après la perte de leurs terres pour la construction de la Centrale »

Ce 3^e Sommet qui sera pour ces Banques un moment d'essayer de montrer « patte blanche » a choisi comme thème : « la transition verte et juste pour une reprise durable », pourtant nombreuses parmi elles ont des actions qui entrave la réussite de l'Accord de Paris.

En effet, financer l'agrobusiness industriel comme nous le voyons à Madagascar avec l'entreprise BoViMa, ou contribuer à la destruction de 19.000 ha de forêt tropicale comme au Gabon dans un appui financier à OLAM est pour ces Banques une contribution aux émissions des Gaz à Effet de Serre (GES).

« Au moment où nous parlons de l'Inaction Climatique qu'il faut combattre, pour aider les Communautés à être résiliente face à la crise climatique et dans le sillage de la COP 27, ces Banques en soutenant l'agrobusiness démontre très bien leur amour pour le *Greenwashing* et toutes les fausses solutions » dit Ange David BAIMEY de l'ONG Internationale GRAIN.

Il faut réitérer à ces banques que leur place n'est pas dans le soutien à l'agrobusiness industriel, ni dans la gestion de nos ressources naturelles car leur intérêt est uniquement centré sur le profit.

Les Communautés en Afrique veulent bâtir leur souveraineté alimentaire comme droit des peuples à se nourrir et à protéger leurs terres et c'est cela qui devrait retenir l'attention de ces banques. Comme le précise Mélanie EKUTCHU de la COPACO : « Ces banques publiques ne s'intéressent pas à la souveraineté alimentaire des peuples et cela est plus qu'inquiétant dans une Afrique Post-COVID ».

FIN.

Contacts Media :

JVE Cote d'Ivoire : Daleba NAHOUNOU (07 47 27 29 53)

GRAIN : Ange David BAIMEY (05 05 34 52 74)